



## Audience avec le garde des Sceaux :

# L'UNSa Justice fait des Corps communs une priorité absolue !

La semaine dernière, l'**UNSa justice** était conviée à la chancellerie pour un temps d'échanges qui a permis une reprise du dialogue avec le garde des Sceaux.

Après lui avoir fait un état sur le dialogue social au sein du ministère et plus particulièrement au sein des directions métiers et notamment au regard de l'absence totale de dialogue social au sein de la PJJ, sans oublier un point d'étape sur les réformes catégorielles en cours s'agissant de différents corps propres, **l'UNSa justice a demandé au Ministre que la suite du quinquennat soit marquée au ministère de la Justice par la reconnaissance de tous les Corps communs : adjoints, secrétaires administratifs et attachés d'administration.**

En effet, si certaines réformes ont et vont permettre à certains corps propres, comme les greffiers des Services Judiciaires d'être mieux reconnus, **l'UNSa Justice** ne peut que dénoncer les piètres intentions en matière de revalorisation salariale du Ministre GUÉRINI et ses idées lugubres s'agissant de la structuration de la rémunération des fonctionnaires qu'il souhaite introduire dans une Loi en 2024.

Par conséquent, **l'UNSa Justice** n'attend rien de bon au niveau interministériel pour l'année à venir !

**La Première Organisation Syndicale a donc indiqué au garde des Sceaux différents leviers sur lesquels nous sommes en capacité d'agir sans attendre une improbable revalorisation indiciaire de Sieur GUÉRINI, notamment en matière de revalorisation indemnitaire et de correction des dispositions inacceptables de gestion de l'IFSE notamment à la DAP, de modélisation des avancements avec une hausse sensible des taux de promotions par grade et par corps, de réforme de la gestion des heures supplémentaires (paiement et/ou récupération pour mettre un terme à l'écrtage), etc...**

**La Première Organisation Syndicale a aussi rappelé son exigence s'agissant du dossier relatif au statut des personnels techniques de ce ministère, dont nous attendons un calendrier de négociations sur la base de nos revendications.**

**Pour l'UNSa Justice, 2024 et les années suivantes devront marquer un changement de cap à l'égard des corps communs, oubliés depuis trop d'années par ceux qui nous dirigent !**

A l'écoute de nos propos déterminés et de nos revendications, le Ministre nous a donné rendez-vous dès le mois de janvier pour dresser un état des lieux et mettre en place un réel chantier en faveur des corps communs.

**L'UNSa justice** a pris acte de cet engagement. Nous avons donc salué cette réponse à notre demande d'ouverture de discussions, tout en précisant que nous souhaitons avancer avec des mesures concrètes dès 2024 mais aussi, avec l'objectif de construire des évolutions pluriannuelles en s'appuyant sur des annonces budgétaires conséquentes dès le PLF 2025 ainsi que les suivants.

**L'UNSa Justice**  
**l'action utile !**

Paris, le 20 décembre 2022  
Le Secrétaire général,  
Jean-François FORGET